

SERVICE TECHNIQUE

☎ 05 46 30 19 19

✉ [domaine.public2@aytre.fr](mailto:domaine.public2@aytre.fr)

Affaire suivie par : LM/Gestion du Domaine Public

Arrêté n° 25-AT-0097  
prorogeant l'arrêté n° 24-AT-0358

Portant réglementation du stationnement

ROUTE DU CHAMP DE TIR



VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU l'arrêté n° 24-AT-0358 en date du 27/12/2024

CONSIDÉRANT que les travaux n'ont pas pu être achevés

Le Maire d'Aytré ARRÊTE :

**ARTICLE 1 :**

Les dispositions de l'arrêté 24-AT-0358 du 27/12/2024, portant réglementation de la circulation ROUTE DU CHAMP DE TIR, sont prorogées jusqu'au 30/04/2025.

**ARTICLE 2 :**

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Fait à Aytré, le 31 mars 2025

Tony LOISEL

Monsieur le Maire

**DIFFUSION :**

- Monsieur Nicolas SAGE (ERT TECHNOLOGIE)
- Monsieur le Maire
- Responsable Police Municipale

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

**SERVICE TECHNIQUE**

☎ 05 46 30 19 46

✉ [domaine.public1@aytre.fr](mailto:domaine.public1@aytre.fr)

Affaire suivie par : Eric SAUTEREAU

**Arrêté temporaire n°24-AT-0358  
Portant réglementation du stationnement**

**ROUTE DU CHAMP DE TIR - FIEF DE ROUX**



VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment l'article R. 417-11

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

VU la demande d'autorisation de voirie n°24-AV-0436, formulée par ERT TECHNOLOGIES - 4 Rue Ampère - Z.A. La Corne Neuve - 17139 DOMPIERRE SUR MER

**CONSIDÉRANT** que des travaux sur réseaux ou ouvrages de fibre optique rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 20/01/2025 au 28/02/2025  
ROUTE DU CHAMP DE TIR

Le Maire d'Aytré **ARRÊTE** :

**ARTICLE 1 :**

À compter du 20/01/2025 et jusqu'au 28/02/2025, le stationnement des véhicules est interdit ROUTE DU CHAMP DE TIR. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du code de la route.

**ARTICLE 2 :**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, ERT TECHNOLOGIE.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Aytré, le 27 décembre 2024

Tony LOISEL  
Monsieur le Maire



**DIFFUSION:**

- ERT TECHNOLOGIE
- Monsieur le Maire - Responsable Police Municipale
- DDSP

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.